

Dans l'éditorial des Actes de Lecture n°23, Michel Violet aborde la question de la « bonne » et de la « mauvaise » littérature, littérature savante et littérature populaire, question qui dispense fréquemment de se confronter au débat autour des enjeux d'une « politique de lecture »...

À égale distance de ceux qui ne lisent rien et de ceux qui lisent ce qu'il est de bon ton de lire se rencontrent les consommateurs d'une presse et d'une littérature qui ne leur confèrent pas un réel statut de lecteur mais dont les tirages dépassent largement ceux de l'édition estimable. Aussi, selon l'humeur, est-on tenté d'affirmer la légitimité de ces écrits ou le mépris qu'ils inspirent mais, dans les deux cas, professeurs ou bibliothécaires n'ont de cesse, et sans doute à juste titre aujourd'hui, de leur substituer une production plus conforme à l'idée qu'on se fait de ce qui élève l'âme et cultive l'esprit.

Car si cette littérature et cette presse reçoivent le qualificatif parfois enviable de populaire, c'est seulement à cause du public qui les lit et jamais des auteurs qui les produisent : il s'agit, en effet, d'un écrit conçu après des études de marché pour convenir aux attentes d'un public précisément ciblé. En cela d'ailleurs, fonctionnellement, ils ne se différencient aucunement de ce que publient les autres éditeurs vers le public « cultivé », et rien ne permet de penser que les actionnaires de la Compagnie générale d'Électricité soient davantage préoccupés que ceux de Cino del Luca de « bonne » littérature. La différence, mais elle est de taille, tient à un moment donné dans le fait qu'on appelle littérature ce qui est écrit par une classe à destination d'elle-même et que ce qu'on nomme sous-littérature est produit à usage externe pour tenir sa place dans le maintien de l'inégalité, sorte d'écrit colonial que les dominants ont l'impudeur, eux qui en sont auteurs, de trouver mauvais !

Les non-lecteurs sont toujours en face de cette alternative : se transformer pour intégrer les valeurs d'une classe qui les a constitués en se distinguant d'eux ou rencontrer des écrits dégriffés qui ne donnent aucun pouvoir. L'entrée en lecture de 50% de la population actuelle ne passera pourtant ni par 20 millions de conversions individuelles ni par la généralisation de produits « bas de gamme » – par ailleurs fort rentables – mais seulement par l'effort nouveau d'une classe « pour s'affirmer, pour se nommer, pour explorer sa situation et répondre au discours tenu sur elle pour transformer l'écrit en instrument de sa lutte afin de prendre pied dans la responsabilité et le pouvoir ».¹

En transposant ce que Brecht dit du théâtre, il ne s'agit pas alors d'étendre la lecture existante mais de la révolutionner : une lecture de la remise en cause, une lecture par et pour la remise en cause. De là, comme le voulait Victor Hugo, à mettre un bonnet rouge au vieux dictionnaire, craignons qu'il y ait encore le temps d'une pastorale !

¹ ► in Françoise PARENT, « Les cabinets de lecture, la lecture publique à Paris en 1820 ». Payot, 1982.